

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Lundi 26 Janvier 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS. Arrivée du Premier ministre Ousmane Sonko à Rabat

Le Premier ministre, Ousmane Sonko, est arrivé tôt lundi matin à Rabat, pour une visite officielle au Maroc coïncidant avec la 15e Grande Commission mixte de coopération sénégal-marocaine, a constaté l'envoyé spécial de l'APS. A son arrivée à l'aéroport de Rabat, peu après 7 heures GMT, le chef du gouvernement sénégalais a été accueilli par son homologue Aziz Akhannouch et d'autres officiels marocains. La délégation de M. Sonko comprend plusieurs ministres dont Cheikh Niang (Affaires étrangères et Sénégalais de l'étranger), Daouda Ngom (Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation), Serigne Guèye Diop (Industrie et Commerce), Abdourahmane Sarr (Economie, Plan et Coopération) et Mabouba Diagne (Agriculture, Élevage et Souveraineté alimentaire). Cette visite officielle s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens "historiques très forts et du partenariat stratégique entre Dakar et Rabat", selon un dossier de presse portant sur cette mission.

<https://aps.sn/arrivee-du-premier-ministre-ousmane-sonko-a-rabat/>

APS. Ousmane Sonko à Rabat: le mausolée Mohamed V, première étape d'un programme chargé

Le Premier ministre Ousmane Sonko, arrivé tôt lundi matin à Rabat pour une visite officielle au Maroc, s'est recueilli peu après, au mausolée de Mohamed V, première étape d'un agenda chargé, avec au menu une rencontre en tête-à-tête avec son homologue marocain, avant l'ouverture officielle de la Grande commission mixte entre les deux pays. Arrivé à l'aéroport international Rabat Salé à bord d'un vol spécial affrété par Air Sénégal, le chef du gouvernement sénégalais a été accueilli par son homologue Aziz Akhannouch et d'autres officiels marocains. Ousmane Sonko s'est ensuite rendu au mausolée de Mohamed V, pour se recueillir à la mémoire du grand-père de l'actuel souverain marocain, en compagnie du ministre porte-parole du gouvernement marocain Moustapha Baitas. Après cette étape, la délégation sénégalaise va rejoindre le siège du gouvernement marocain pour une rencontre entre les deux Premiers ministres.

<https://aps.sn/ousmane-sonko-a-rabat-le-mausolee-mohamed-v-premiere-etape-dun-programme-charge/>

SUD QUOTIDIEN. Visite d'Ousmane Sonko au Maroc : enjeux économiques majeurs sur fond de tensions diplomatiques

Le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko effectue ce lundi 26 janvier une visite officielle au Maroc dans un contexte délicat, marqué par les tensions consécutives à la finale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2025). Au-delà des péripéties sportives, cette mission revêt une portée économique importante pour les deux pays. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la 15ème session de la Grande Commission mixte de coopération sénégal-marocaine, prévue les 26 et 27 janvier à Rabat. Cette instance bilatérale constitue le principal mécanisme de coordination des programmes de coopération entre Dakar et Rabat. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont



atteint 370 millions de dollars en 2024, enregistrant une progression significative par rapport à 2010, année au cours de laquelle ils s'établissaient à 98,5 millions de dollars. Cette croissance témoigne d'une dynamique positive que les deux gouvernements entendent consolider.

<https://www.sudquotidien.sn/visite-dousmane-sonko-au-maroc-enjeux-economiques-majeurs-sur-fond-de-tensions-diplomatiques/>

LE SOLEIL. Axe Dakar–Rabat : les chiffres clés d'une coopération économique en pleine croissance

Le Premier ministre, Ousmane Sonko, effectue à partir de ce lundi 26 janvier 2026 une visite officielle au Royaume du Maroc, à l'occasion de la tenue de la 15e session de la Grande Commission mixte de coopération sénégal-marocaine. Ce déplacement s'inscrit dans une dynamique de consolidation des liens historiques et du partenariat stratégique qui unissent Dakar et Rabat. Selon le document du Bureau d'information et de communication du gouvernement (Bic-Gouv), « le Sénégal et le Maroc entretiennent des relations à la fois solides et exemplaires », portées par une coopération dense et multisectorielle. Celle-ci couvre des domaines aussi variés que l'économie et les finances, l'enseignement supérieur, la santé, la défense et la sécurité, l'agriculture, l'énergie, les mines, la pêche, l'hydraulique, l'habitat ou encore la justice. Des échanges commerciaux en nette progression. Sur le plan économique, les relations commerciales entre les deux pays affichent une dynamique soutenue. En 2024, les exportations sénégalaises vers le Maroc sont estimées à 24,7 milliards de FCfa, soit une hausse de 26,2 % par rapport à 2023, où elles s'élevaient à 19,6 milliards de FCfa. Cette progression est principalement portée par « les performances des secteurs halieutique et agroalimentaire », précise le document officiel.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/axe-dakar-rabat-les-chiffres-cles-dune-cooperation-economique-en-pleine-croissance/>

APA NEWS. Sonko au Maroc pour renforcer un partenariat exemplaire

Le chef du gouvernement sénégalais se rend à Rabat les 26 et 27 janvier pour la 15e Grande Commission mixte de coopération bilatérale, dans un contexte de partenariat stratégique marqué par plus de 130 accords et des échanges commerciaux en forte progression. C'est la première visite officielle du responsable sénégalais au Royaume depuis sa nomination début avril 2024. Le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, effectue une visite officielle au Maroc les 26 et 27 janvier 2026, à l'occasion de la 15e Grande Commission mixte de coopération sénégal-marocaine, dans le cadre du renforcement des liens historiques et du partenariat stratégique entre Dakar et Rabat, selon une note transmise à APA par le Bureau d'information et de communication du gouvernement (BIC GOUV). Des relations exemplaires aux multiples facettes. Le Sénégal et le Maroc entretiennent des relations solides et exemplaires dont la vitalité s'illustre à travers plusieurs domaines stratégiques : économie, finances, enseignement supérieur, santé, défense et sécurité, agriculture, énergie, mines, pêche, hydraulique, habitat et justice.

<https://fr.apanews.net/diplomacy/senegal-sonko-au-maroc-pour-renforcer-un-partenariat-de-plus-de-130-accords/>



LE SOLEIL. Sénégal-Maroc : La 15ème Commission Mixte, un levier stratégique pour une coopération sud-sud renouvelée (Par Dr. Seydina Oumar Seye)

Alors que les échos d'une polémique née sur les réseaux sociaux après la finale de la CAN 2025-2026 pourraient avoir obscurci les relations entre Dakar et Rabat, la sagesse et le réalisme des dirigeants (S.E.M Bassirou Diomaye Faye et Sa Majesté Mouhamed-V) des deux pays ont prévalu. L'entente téléphonique entre le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko et son homologue marocain Aziz Akhannouch a non seulement apaisé les tensions, mais elle a aussi réaffirmé l'engagement commun à approfondir un partenariat historique. Cette volonté se concrétise par la tenue, du 26 au 28 janvier 2026 à Rabat, de la 15ème session de la Grande Commission Mixte Sénégal-Maroc. Un événement diplomatique et économique majeur qui démontre la résilience et la maturité d'une relation ancrée dans l'histoire, tissée par des liens séculaires et une proximité socioculturelle et religieuse exceptionnelle entre deux peuples frères. Au-delà du symbole, cette commission se tient dans un contexte international complexe, où la coopération Sud-Sud s'impose comme un impératif stratégique pour l'autonomie et le développement des nations africaines.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/senegal-maroc-la-15eme-commission-mixte-un-levier-strategique-pour-une-cooperation-sud-sud-renouvelee-par-dr-seydina-oumar-seye/>

DAKAR ACTU. Économie, Plan et Coopération : Le Ministre Abdourahmane Sarr dévoile les priorités économiques de son département pour 2026

Lors de la cérémonie de décoration et de présentation des vœux de Nouvel An, le Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, a rendu hommage aux agents méritants et dévoilé les priorités stratégiques du département pour l'année en cours. Dans son allocution, Abdourahmane Sarr a salué le parcours exemplaire des agents décorés, dont l'engagement « force le respect et constitue une source d'inspiration ». Ces distinctions, a-t-il souligné, ne représentent pas seulement une reconnaissance individuelle, mais adressent un message fort à l'ensemble du personnel sur la valeur du travail bien fait. Une pensée particulière a été parallèlement adressée aux retraités, dont l'héritage « demeure vivant et continue d'éclairer nos choix et nos actions », ainsi qu'aux collaborateurs disparus au cours de l'année écoulée. Cette occasion a permis au ministre de rapprocher le rôle central de son département dans l'architecture institutionnelle nationale avec plusieurs réalisations majeures. L'accompagnement des ministères sectoriels dans l'élaboration de leurs politiques a permis d'aligner les actions gouvernementales sur la Stratégie nationale de développement 2025-2029.

https://www.dakaractu.com/Economie-Plan-et-Cooperation-Le-Ministre-Abdourahmane-Sarr-devoile-les-priorites-economiques-de-son-departement-pour_a268501.html

LE SOLEIL. Économie et Coopération : le ministre Abdourahmane Sarr trace ses priorités pour 2026

À l'occasion de la cérémonie de présentation des vœux de Nouvel An et de décoration d'agents méritants tenu ce vendredi 23 janvier 2026, le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération (Mepc) a décliné les grandes priorités de son département pour l'année 2026 et a dressé le bilan des actions menées en 2025 ,dans un contexte



de mise en œuvre de l'Agenda national de Transformation. Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération (Mepc) Abdourahmane Sarr a présidé ce jour la cérémonie de présentation des vœux de Nouvel An, couplée à la remise de distinctions honorifiques à plusieurs agents. Un moment solennel qu'il a qualifié de « double moment fort de la vie administrative », consacrant à la fois l'excellence au service de l'État et l'entrée dans une nouvelle année. Après avoir adressé ses vœux au personnel et à leurs familles, M. Sarr a exprimé sa reconnaissance aux plus hautes autorités du pays. « Je voudrais exprimer ma profonde gratitude au Président de la République, et à son Premier ministre, pour la confiance renouvelée qu'ils placent en nous », a-t-il déclaré, rappelant que le MEPC demeure « un pilier essentiel du dispositif institutionnel souverain du Gouvernement ». Il a également profité de l'occasion pour tracer les priorités pour cette nouvelle année. Il s'agira notamment de « mettre en place un cadre macroéconomique viable, soutenu par une stratégie d'endettement maîtrisée », d'« améliorer significativement l'efficacité de la dépense publique » et de « renforcer l'accès au financement des PME et PMI à travers des mécanismes innovants et des sous-fonds de garantie adaptés ».

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/economie-et-plan-le-ministre-abdourahmane-sarr-trace-ses-priorites-pour-2026/>

LE SOLEIL. Gestion de la dette 2026-2028 : le Sénégal privilégie les ressources concessionnelles

Le Sénégal entend privilégier les ressources concessionnelles dans la gestion de sa dette publique sur la période 2026-2028, selon la stratégie de gestion de la dette à moyen terme publiée, jeudi, par le Comité national de la dette publique. Cette orientation est fondée sur « l'hypothèse de la conclusion d'un programme avec le Fonds monétaire international (Fmi), ouvrant ainsi la possibilité de mobilisation plus importante de ressources concessionnelles disponibles auprès des bailleurs classiques », précise le document. Selon la même source, le stock de la dette publique extérieure est arrêté, à fin décembre 2024, à 16.160,5 milliards de FCfa, soit 81,2 % du Produit intérieur brut (Pib). Cette dette est composée de créances concessionnelles et semi-concessionnelles contractées auprès de créanciers multilatéraux et bilatéraux, représentant 51 %, et de dettes commerciales estimées à 49 %, incluant 18,3 % d'eurobonds et 11,2 % de crédits à l'exportation. L'encours de la dette intérieure est, pour sa part, évalué à 7.506 milliards de FCfa, soit 37,7 % du Pib à la même période.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/gestion-de-la-dette-2026-2028-le-senegal-privilegie-les-ressources-concessionnelles/>

APS. Le FONGIP octroie plus de 400 millions de FCFA à des groupements de femmes de Thiès

Le Fonds de garantie des investissements prioritaires (FONGIP), en collaboration avec des institutions de microfinance, a octroyé samedi à Thiès, un financement de plus de 400 millions de FCFA à une trentaine de groupements de femmes, a appris l'APS de son administratrice générale. « Aujourd'hui, ce sont près de 30 GIE de femmes de la région de Thiès qui bénéficient de financements, pour un montant global de 251 millions de francs avec PAMECAS, 160 millions de francs, avec le crédit Kash », a renseigné Ndèye Fatou Mbodj Diattara, lors d'une cérémonie. Elle a ajouté qu'une vingtaine de GIE, reçoivent des appuis institutionnels de 500 mille de francs chacune. Pour Mme Diattara, ces montants « ne sont pas de simples chiffres, [mais]



des semences des semences de croissance, d'emplois, de dignité et d'espoir, [ainsi que] des outils pour transformer des idées en entreprises, des activités, en revenus durables, et des efforts individuels en prospérité collective”.

<https://aps.sn/le-fongip-octroie-plus-400-millions-de-fcfa-a-des-groupements-de-femmes-de-thies/>

LES NOUVELLES D'AFRIQUE. FMI ET DETTE DU SENEGAL : SORTIR DU DEBAT IDEOLOGIQUE, RETROUVER LA DISCIPLINE ECONOMIQUE

Le débat sur le FMI revient très fort au Sénégal parce que la dette publique est devenue un sujet central. Dans l'opinion, on entend souvent deux positions extrêmes : certains pensent que le FMI est un "sauveur", d'autres le voient comme un "outil pour dominer les pays pauvres". En réalité, il faut sortir de ces jugements rapides. Le FMI n'est ni un ami, ni un ennemi : c'est une institution financière internationale. Et la dette du Sénégal n'est pas d'abord une question de patriotisme, mais une question simple : est-ce que l'État a encore les moyens de financer ses priorités sans être étouffé par les intérêts de la dette ?

Le FMI : à quoi ça sert exactement ?

Le Fonds monétaire international (FMI) a été créé en 1944 pour aider à maintenir la stabilité de l'économie mondiale. Il regroupe presque tous les pays du monde.

<https://lesnouvellesdafrique.info/2026/01/25/fmi-et-dette-du-senegal-sortir-du-debat-ideologique-retrouver-la-discipline-economique/>

AGENCE ECOFIN. Au Sénégal, le pétrole porte une hausse de 23 % des revenus extractifs en 2024

Historiquement dominé par l'exploitation minière, avec notamment l'or et les phosphates, le secteur extractif sénégalais a vu ces deux dernières années l'entrée en production de champs de pétrole et de gaz. Des projets qui amorcent un renforcement du poids des hydrocarbures dans l'industrie. Les revenus extractifs du Sénégal ont augmenté de 23 % en glissement annuel pour atteindre 447 milliards FCFA (environ 808 millions USD) en 2024. Si l'exploitation minière reste dominante dans ces recettes, la hausse est principalement attribuable au secteur pétrolier, dont les revenus ont plus que doublé en un an. Selon un rapport publié en décembre 2025 par l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), les sociétés pétrolières opérant au Sénégal ont en effet versé 77,70 milliards FCFA à l'État en 2024 (hors paiements sociaux, environnementaux et garanties de la réhabilitation), contre 30,65 milliards FCFA en 2023. La part des hydrocarbures dans les revenus extractifs de l'État est par ailleurs passée de 8 % en 2023 à 17 % un an plus tard. Cette progression s'explique par la mise en service du champ pétrolier Sangomar, en juin 2024.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/2601-135152-au-senegal-le-petrole-porte-une-hausse-de-23-des-revenus-extractifs-en-2024>

SIKA FINANCE. Le Sénégal retire le permis d'exploration offshore détenu par le milliardaire nigérian Arthur Eze

<https://www.sikafinance.com/marches/le-senegal-retire-le-permis-d-exploration-offshore-detenu-par-le-milliardaire-nigerian-arthur-eze-59212>



LEJECOS. Production minière : L'or tire l'activité en octobre, le sel iodé en forte baisse

La production minière au Sénégal a connu une évolution contrastée en octobre 2025, portée par la bonne tenue de l'or, de l'attapulgite et du zircon, tandis que la filière du sel iodé a enregistré une forte contraction, selon les dernières données rendues publiques par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd) sur les principales productions minières. Sur le mois sous revue, la valeur de la production d'or s'est établie à 54,4 milliards de francs Cfa, contre 47,0 milliards en septembre, soit une hausse mensuelle de 15,6 %. Cette performance confirme la dynamique favorable du métal précieux, dont la production progresse également de 21,3 % par rapport à octobre 2024. Sur les dix premiers mois de l'année, l'or cumule 504,0 milliards de francs Cfa, en hausse de 40,3 % en glissement annuel. La production de zircon affiche également une reprise en rythme mensuel, avec une hausse de 9,2 % en octobre 2025, pour atteindre 2,6 milliards de francs Cfa, après 2,4 milliards le mois précédent. Toutefois, cette amélioration ne suffit pas à inverser la tendance annuelle, la production demeurant en recul de 23,9 % par rapport à octobre 2024. Sur les dix premiers mois de l'année, le cumul ressort à 29,8 milliards de francs Cfa, en baisse de 15,4 %.

https://www.lejecos.com/Production-mini%C3%A8re-L-or-tire-l-activite-en-octobre-le-sel-iod%C3%A9-en-forte-baisse_a30222.html

PRESS AFRIK. Campagne de production agricole : plus de 80 000 tonnes de tomates industrielles attendues en 2026

Président de la Concertation sur la filière tomate industrielle, Abdoulaye Dieng a annoncé qu'une production de plus de 80 000 tonnes de tomates est attendue cette année 2026 au Sénégal, lors d'un entretien avec l'Agence de Presse Sénégalaise (APS). « Cette année, nous avons emblavé plus de 2 500 hectares de tomates industrielles et nous nous attendons à une production nationale de plus de 80 000 tonnes de tomates fraîches devant être livrées aux industriels que sont la SOCAS et Takamoul Food pour différentes marques de produits », a-t-il précisé. D'après lui, le respect du calendrier culturel et des conditions météorologiques propices a aidé à améliorer les prévisions de production pour la saison actuelle. Abdoulaye Dieng a salué, par ailleurs, l'accompagnement du ministère de l'Agriculture, qui a mis en place très tôt les intrants notamment les engrais subventionnés à plus de 50 %.

https://www.pressafrik.com/Campagne-de-production-agricole-plus-de-80-000-tonnes-de-tomates-industrielles-attendues-en-2026_a300366.html

LEJECOS. FINANCE ISLAMIQUE DANS L'ESPACE UMOA : La portion congrue du Corporate

Pour la première édition de la Rencontre Africaine de la Finance Islamique (RAFI), les Alumni du Département de Finance Islamique de Financia Business School Paris posent, le 31 janvier à Dakar, un débat critique sur les freins à l'expansion des Sukuk corporate. Un marché à deux vitesses dans l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA). Alors que la finance islamique était censée démocratiser l'accès au capital dans l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA), une fracture nette se dessine : d'un côté, des États qui utilisent le Sukuk comme une arme de souveraineté budgétaire ; de l'autre, un secteur corporate qui peine à exister. Par l'adoption de cadres réglementaires audacieux dès 2014, l'UMOA s'est rêvée en hub de la finance alternative. Dix ans plus



tard, le constat est sans appel : le Sukuk est devenu l'apanage du souverain. Si le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou le Togo ont levé des centaines de milliards de FCFA, le « Corporate » reste le grand absent de cette révolution financière. L'analyse comparative des Sukuk (titres financiers islamiques) au sein de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) révèle une dynamique intéressante. Le Sukuk Souverain : L'ogre du marché Pour les États de l'Union, le Sukuk n'est plus une curiosité, c'est un pilier.

<https://www.lejecos.com/FINANCE-ISLAMIQUE-DANS-L-ESPACE-UMOA-La-portion-congrue-du-Corporate- a30226.html>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. CAN 2025: Abdoulaye Fall, président de la Fédération sénégalaise de football, critique le Maroc et la CAF

Le président de la Fédération sénégalaise de football (FSF) Abdoulaye Fall a mis en cause le Maroc et la Confédération africaine de football dimanche 25 janvier, une semaine après la fin de la Coupe d'Afrique des nations, pointant notamment des manquements dans l'hébergement, la sécurité et l'arbitrage. « Aucun pays ne s'est opposé au Maroc comme le Sénégal l'a fait » durant la CAN, a déclaré Abdoulaye Fall dans une vidéo publiée sur le site sénégalais Seneweb. Un Marocain est à « la vice-présidence de la CAF », la Confédération africaine de football, que « le Maroc contrôle. Qu'on se dise la vérité », a assuré M. Fall, qui s'exprimait samedi en langue locale wolof lors d'une cérémonie en province. Il a énuméré des plaintes contre le Maroc et la CAF, après la finale remportée 1-0 par le Sénégal après prolongations.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique-foot/20260125-can-2025-abdoulaye-fall-pr%C3%A9sident-de-la-f%C3%A9d%C3%A9ration-s%C3%A9n%C3%A9galaise-de-football-critique-le-maroc-et-la-caf>

JEUNE AFRIQUE. Hott, Abbas Tolli, Maimbo, Tshabalala... Ils visaient la BAD, que font-ils aujourd'hui ?

Nouvel emploi, pause forcée ou retour aux sources... Si certains candidats à la présidence de la Banque africaine de développement ont vite rebondi, d'autres se disent ouverts à de nouvelles opportunités. Il y a un an, la campagne électorale pour la présidence de la Banque africaine de développement (BAD) battait son plein. Le Mauritanien Sidi Ould Tah, le Sénégalais Amadou Hott, la Sud-Africaine Swazi Tshabalala, le Zambien Samuel Maimbo et le Tchadien Mahamat Abbas Tolli étaient sous les feux des projecteurs. Les cinq prétendants à la présidence avaient entamé leur tour du monde des 82

<https://www.jeuneafrique.com/1759269/economie-entreprises/hott-abbas-tolli-maimbo-tshabalala-ils-visaient-la-bad-que-font-ils-aujourd'hui/>



RFI. RDC: à Rubaya, des mines stratégiques au cœur de la guerre, toujours contrôlées par le M23

Les rebelles du M23 contrôlent plusieurs gisements stratégiques et font transiter les minerais par le Rwanda, un moyen clé de financement du conflit. C'est notamment le cas des mines de Rubaya, situées à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Goma, qui fourniraient entre 15 et 20 % du coltan mondial et restent toujours sous le contrôle du M23. Chaque jour, des milliers de creuseurs artisanaux gravissent les collines de Rubaya, pelles et pioches en main, dans l'espoir de trouver sous terre de précieux fragments de coltan. Les équipes de jour et de nuit se relaient sans interruption sur ces sites hautement convoités. Le M23 y prélève des taxes importantes : 50 000 francs congolais par jour et par puits. Une spoliation organisée qui se poursuit, selon Jean-Pierre Okenda, directeur de l'ONG congolaise La Sentinelle des ressources naturelles. « La guerre, c'est l'argent, et l'argent, ce sont les mines de Rubaya.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20260125-rdc-%C3%A0-rubaya-des-mines-strat%C3%A9giques-au-c%C5%93ur-de-la-guerre-toujours-contr%C3%B4l%C3%A9es-par-le-m23>

JEUNE AFRIQUE. Au sommet de la Cemac, le plan de rigueur des dirigeants peut-il convaincre le FMI ?

Réduction de la dette, meilleure gestion des recettes, transparence... Réunis à Brazzaville, les chefs d'État des pays d'Afrique centrale se sont engagés à faire des efforts pour revenir sur le chemin de la vertu budgétaire. Reste à savoir si cela sera suffisant pour rassurer le Fonds monétaire international.

Face aux présidents Denis Sassou Nguesso (Congo), Brice Clotaire Oligui Nguema (Gabon), Faustin-Archange Touadéra (République centrafricaine) et Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Guinée équatoriale), le constat d'Yvon Sana Bangui, le gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), a été clair.

<https://www.jeuneafrique.com/1759348/economie-entreprises/au-sommet-de-la-cemac-le-plan-de-rigueur-des-dirigeants-peut-il-convaincre-le-fmi/>

JEUNE AFRIQUE. Afrique-États-Unis : comment Donald Trump fragilise les transferts d'argent de la diaspora

En décidant d'imposer les transferts d'argent depuis les États-Unis, l'administration Trump s'attaque à un filet de sécurité parfois vital pour les familles qui comptent sur ces fonds venus de la diaspora. Décryptage en infographies. En 2024, l'Afrique a reçu quelque 104,8 milliards de dollars de ses diasporas réparties à travers le monde. C'est à cette manne, parfois vitale, qu'a décidé de s'attaquer l'administration américaine. Depuis l'entrée en vigueur de la « One big beautiful bill » au début de cette année, les transferts d'argent effectués depuis les États-Unis vers l'étranger sont taxés à hauteur d'1 %.

<https://www.jeuneafrique.com/1757006/economie-entreprises/afrique-etats-unis-comment-donald-trump-fragilise-les-transferts-dargent-de-la-diaspora/>

LE MONDE. En se tournant vers la Chine, le Canada s'attire les foudres de Donald Trump

Irrité par le rapprochement entre Ottawa et Pékin, Donald Trump menace d'imposer des droits de douane de 100 % sur les produits canadiens si le Canada signe un accord de libre-échange avec la Chine. Vous pouvez partager un article en cliquant sur les



icônes de partage en haut à droite de celui-ci. Quelle stratégie adopter face au président Donald Trump ? S'en rapprocher n'offre aucune garantie de succès, s'en éloigner comporte le risque de s'attirer ses foudres. C'est dans ce rapport complexe, et ce piège, que le Canada semble enfermé. La relation de voisinage, déjà tumultueuse, s'est envenimée ces derniers jours faisant craindre une nouvelle escalade dans la guerre commerciale. Le président américain, qui voit d'un très mauvais œil le rapprochement d'Ottawa avec Pékin, a menacé, samedi 24 janvier, de taxer les produits canadiens à hauteur de 100 % en cas d'accord de libre-échange entre les deux pays. « La Chine est en train de prendre le contrôle total du Canada, autrefois un si grand pays. C'est tellement triste de voir cela », a fustigé le lendemain, dimanche 25 janvier, Donald Trump sur son réseau, Truth Social.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/26/en-se-tournant-vers-la-chine-le-canada-s-attire-les-foudres-de-donald-trump_6664136_3234.html

LE MONDE. De la défense aux systèmes de paiement, les multiples dépendances de l'Europe à l'égard des Etats-Unis

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci. La détérioration des relations transatlantiques met en lumière les fragilités européennes dans de nombreux secteurs économiques stratégiques comme la défense, le spatial, les télécommunications, les services numériques, l'énergie ou encore les réseaux de paiement. Nous sommes en septembre 2024. Mario Draghi, l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), alerte, dans son rapport intitulé « L'avenir de la compétitivité européenne », sur les « vulnérabilités » du Vieux Continent. « Dans un monde géopolitiquement stable, nous n'avons aucune raison de nous inquiéter de l'augmentation de nos dépendances vis-à-vis de pays avec lesquels nous entendions rester amis », souligne l'ancien président du conseil italien. Il pense principalement au gaz russe, dont l'Europe peine à se détacher depuis que Moscou a déclaré la guerre à l'Ukraine en février 2022.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/24/l-europe-souffre-de-multiples-dependances-aux-etats-unis_6663899_3234.html

LA TRIBUNE. UE – Inde : Bruxelles veut conclure un accord commercial historique

Le président du Conseil européen, António Costa, et la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, sont en visite à New Delhi pour tenter d'aboutir à un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde, après près de vingt ans de négociations. Un texte stratégique pour deux partenaires désireux de diversifier leurs alliances économiques face aux tensions commerciales mondiales. L'Union européenne et l'Inde espèrent franchir cette semaine une étape décisive dans leurs relations commerciales. Le président du Conseil européen, António Costa, est arrivé dimanche à New Delhi, où il participera mardi au seizième sommet UE-Inde aux côtés d'Ursula von der Leyen. Tous deux sont également invités d'honneur des célébrations de la Fête de la République indienne, prévues lundi. Sur le réseau X, le Conseil de l'Union européenne a indiqué que « le sommet sera l'occasion de renforcer le partenariat stratégique UE-Inde et d'intensifier la collaboration dans les principaux domaines d'action ».

<https://www.latribune.fr/article/economie/international/44716274624458/ue-inde-bruxelles-veut-conclure-un-accord-commercial-historique>



LE MONDE. En Europe, ce projet colossal qui veut faire de la mer du Nord « le plus gros réservoir d'énergie verte du monde »

Lors du sommet de la mer du Nord, qui se tient lundi en Allemagne, neuf pays doivent annoncer des projets de parcs éoliens offshore d'une capacité de 15 gigawatts par an entre 2031 et 2040. L'Europe du Nord s'est donné rendez-vous à Hambourg, balayée par un vent glacé, lundi 26 janvier. La grande ville portuaire de l'Elbe, surnommée outre-Rhin la « Porte du monde » en raison de son rôle central dans le commerce européen, accueille cette année la troisième édition du Sommet de la mer du Nord. Cette rencontre réunit depuis 2022 les Etats désireux de faire de cette zone maritime aux eaux peu profondes et aux vents réguliers un pilier de l'indépendance énergétique européenne avec un objectif de disposer d'ici à 2050 de parcs éoliens d'une capacité de 300 gigawatts (GW), ce qui en ferait le premier bassin énergétique offshore du monde.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/26/en-europe-ce-projet-colossal-qui-veut-faire-de-la-mer-du-nord-le-plus-gros-reservoir-d-energie-verte-du-monde_6664132_3234.html

RFI. Pétrole pour Cuba : le délicat numéro d'équilibriste du Mexique

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum avait déclaré publiquement que les livraisons de pétrole à Cuba sont basées sur des contrats de longue date et constituent une aide internationale. Toutefois, Mexico envisagerait de revoir ses livraisons de pétrole à Cuba. La partition jouée par le Mexique est délicate. Depuis l'arrêt des livraisons de pétrole vénézuélien à Cuba, le pays est devenu le principal fournisseur de l'île. Même si cette aide est limitée en volume, elle reste essentielle pour La Havane. Officiellement, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum affirme que ces livraisons relèvent de l'aide humanitaire et de contrats de long terme. Mais selon plusieurs sources gouvernementales, Mexico réévalue sa position pour s'éviter de nouvelles pressions de Washington.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260124-p%C3%A9trole-pour-cuba-le-d%C3%A9licat-num%C3%A9ro-d-%C3%A9quilibriste-du-mexique>

BFMTV. Elle avait la 3ème dette la plus "sûre" il y a 25 ans mais la 3ème la moins sûre fin 2025 : comment la France a décroché face à ses voisins en devenant l'un des pays qui emprunte le plus cher en Europe

Les rendements obligataires tricolores sont parmi les plus élevés de la zone euro alors qu'ils étaient parmi les plus faibles au début des années 2000. Signe d'une érosion progressive de la confiance des investisseurs face à un pays incapable d'assainir ses finances publiques, surtout depuis la dissolution. Un fardeau toujours plus lourd. À 3.482,2 milliards d'euros, la dette publique française a progressé de près de 66 milliards d'euros entre les deuxième et troisième trimestre 2025, selon l'Insee. Sans surprise il s'agit d'un nouveau record en valeur absolue.

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/finances-publiques/infographies-elle-avait-la-3eme-dette-la-plus-sure-il-y-a-25-ans-mais-la-3eme-la-moins-sure-fin-2025-comment-la-france-a-decroche-face-a-ses-voisins-en-devenant-l-un-des-pays-qui-emprunte-le-plus-cher-en-europe_AV-202601250109.html



LA TRIBUNE. Taxe sur les petits colis : pourquoi l'exemple italien doit mettre en garde la France

Le trafic logistique a dégringolé en Italie à cause d'une taxe de deux euros sur les colis chinois mise en place quelques mois avant celle appliquée à toute l'Union européenne. L'Europe pourra-t-elle vraiment freiner l'afflux massif de petits colis chinois ? Alors que Bruxelles a décidé de mettre en place une taxe de trois euros sur tous les colis importés à partir du 1^{er} juillet, l'Italie, pionnière en la matière, connaît ses premiers déboires. Depuis le 1^{er} janvier, Rome a instauré une taxe de deux euros sur les colis d'une valeur maximale de 150 euros arrivant en Italie depuis des pays hors UE. Sauf que... « cette mesure a eu un effet boomerang », estime Valentina Menin, directrice générale d'Assaeroporti, l'association professionnelle qui représente les entreprises exploitant 32 aéroports italiens, selon des propos rapportés par le Financial Times.

<https://www.latribune.fr/article/economie/agroconso/92447488596704/taxe-sur-les-petits-colis-pourquoi-lexemple-italien-doit-mettre-en-garde-la-france>

FRENCH.CHINA.ORG. La croissance chinoise accélère sur fond de perspectives optimistes

Des institutions étrangères et des dirigeants internationaux ont affiché un optimisme général concernant les perspectives de l'économie chinoise en 2026, se montrant de plus en plus confiants quant aux nouvelles opportunités offertes par une croissance de haute qualité, mettant en avant la résilience économique, le soutien politique solide et la transformation technologique accélérée du pays. Malgré la persistance de difficultés à court terme, ces institutions et dirigeants internationaux ont indiqué anticiper que la croissance économique chinoise allait maintenir son dynamisme tout au long de l'année, et ce grâce à un système industriel complet et vaste, une productivité en hausse et un marché intérieur ultra-large qui joueront le rôle de véritables piliers de stabilité. Ils ont souligné que la demande intérieure resterait le principal moteur de la croissance, soutenue par un renforcement des mesures budgétaires et un assouplissement monétaire accru. Lu Ting, économiste en chef pour la Chine au sein du groupe financier japonais Nomura, a avancé que la forte résilience de la deuxième économie mondiale témoignait des efforts considérables déployés par la Chine pour atteindre une croissance du PIB réel de 5 % en 2025, et ce malgré un contexte d'incertitudes extérieures extrêmes.

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-01/26/content_118300080.htm

